

Des pays qui cherchent à se diversifier.

Pour une foule de raisons, je suis porté à croire que la péninsule Arabique traverse une période de transition. En effet, où que vous alliez dans la région — qui évoque un monde à la fois intemporel et en avance sur son temps — le discours est toujours le même. L'époque où les réserves pétrolières étaient inépuisables s'achève. Les planificateurs des quatre coins du monde parlent d'un avenir où les réserves seront épuisées et où la prospérité reposera sur la conversion au gaz naturel et sur l'établissement d'entreprises qui ne sont pas de grandes consommatrices de ressources.

L'Arabie saoudite, par exemple, représenterait 25% de la production mondiale de pétrole. Mais l'époque où le pays regorgeait de richesses pétrolières est révolue, l'Arabie saoudite ayant été en effet victime de la fluctuation des prix du pétrole et d'une forte croissance démographique. Le produit intérieur brut s'y élevait à 15 319 dollars américains par habitant en 1980. En 2002, il était descendu à 7 100\$.

Les dirigeants de l'Arabie saoudite sont tout à fait conscients des difficultés qui les attendent. « Il y a cinquante ans, nous étions des bédouins du désert », a récemment déclaré le Prince Abdullah ben Faisal, chef de la Saudi Arabian General Investment Authority (Administration générale de l'investissement de l'Arabie saoudite) et membre de la famille royale qui dirige l'Arabie saoudite. « Puis, nous avons découvert le pétrole — et l'argent. Beaucoup d'argent. Nous l'avons donc dépensé. Aujourd'hui, ces jours sont révolus, et nous devons réfléchir à l'avenir. »

La campagne que mène le prince Abdullah pour attirer l'investissement étranger et créer de l'emploi s'inscrit dans cette logique. Près de 60% des Saoudiens ont moins de 19 ans. Le travail à réaliser pour préparer l'avenir de ces jeunes est énorme. L'Arabie saoudite doit enregistrer une croissance annuelle d'au moins 6% seulement pour freiner la hausse du chômage. Et cette croissance n'est possible que par l'investissement étranger.

C'est pourquoi le gouvernement a récemment adopté une loi relative à l'investissement étranger, en vertu de laquelle, en principe, la propriété étrangère dans les projets et les biens connexes peut atteindre 100%. Cette loi prévoit aussi une réduction à 35% de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

La péninsule Arabique demeure encore aujourd'hui un marché très intéressant pour les fournisseurs spécialisés dans les produits et services pétroliers et gaziers. Les débouchés atteignent les milliards de dollars !

À dire vrai, l'époque qui s'achève où les richesses pétrolières étaient inépuisables pourrait être très avantageuse pour les entreprises canadiennes. Pour se préparer aux changements inévitables qui s'annoncent, la région tout entière a accompli d'importants progrès en s'ouvrant, ces dernières années, au commerce extérieur et à l'investissement étranger. Elle s'est investie dans une vaste campagne de privatisation et de modernisation et a entrepris une réforme de ses